



## PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

PREFECTURE  
Direction de la Réglementation et des Libertés Publiques  
Bureau des Elections et de la Réglementation  
Section Armes  
Bureau fermé au public le mercredi  
Sur rendez-vous les lundi, mardi, jeudi et vendredi  
Affaire suivie par : Mme Florence DUMAS  
Tél : 02 37 27 70 56  
Fax 02 37 27 72 57  
[florence.dumas@eure-et-loir.gouv.fr](mailto:florence.dumas@eure-et-loir.gouv.fr)

PRÉF-DRLP-BER 15-06/60

Dossier n° 2010-0067

Arrêté portant renouvellement avec modification  
d'un système de vidéoprotection

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection ;

**Vu** le titre II chapitre III du livre II du code de la sécurité intérieure relatif à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure,

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2010-0620 du 16 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéoprotection ;

**Vu** la demande de renouvellement avec modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé «CAISSE D'EPARGNE LOIRE CENTRE (541)» 10, Place d'Italie à DREUX (28100) présentée par le Responsable Département Sécurité ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du 4 juin 2015 ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Responsable Département Sécurité est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à renouveler avec modification l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0067 ;



Le système porte sur l'installation de :

- 3 caméras intérieures,
- 2 caméras extérieures,
- la durée maximale de conservation des images filmées est fixée à 30 jours.

**Article 2 :** Le reste des dispositions prévues par l'arrêté n° 2010-0620 du 16 juillet 2010 demeure applicable.

**Article 3 :** Toute **modification** présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).

**Article 4 :** Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du titre V du livre II du code de la sécurité intérieure susvisé. Elle est délivrée sans *préjudice* d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal..).

**Article 5 :** La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

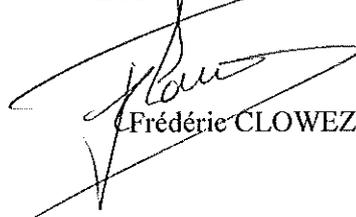
Elle pourra faire l'objet d'un **recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans** dans un délai de **deux mois** à compter de la date de sa notification à l'intéressé et de sa publication au document précité.

**Article 6 :** Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai.

**Article 7 :** Monsieur le Directeur de Cabinet de la Préfecture d'Eure-et-Loir est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le **17 JUIN 2015**

P/Le Préfet,  
Le Directeur de Cabinet,



Frédérie CLOWEZ